

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2025_PM_11378 T

Travaux de protection de chantier sur réseau électrique BT et réfection de branchement Chaussée du Calvaire Règlementation du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par ENEDIS, dont le siège social se situe ZI de la Sacristinerie, 17400 Saint-Jean-d'Angély, en date du 17 avril 2025,

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer le stationnement Chaussée du Calvaire afin de permettre des travaux de protection de chantier sur le réseau électrique BT en toute sécurité au droit des n° 2 et 5 de ladite voie,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise ENEDIS est autorisée à réaliser des travaux de protection de chantier sur le réseau électrique BT au droit du n° 2 de la Chaussée du Calvaire le **mercredi 14 mai 2025, de 8h00 à 12h00**, ainsi que des travaux de réfection de branchement au droit du n° 5 de ladite voie, le **vendredi 9 mai 2025, de 08h00 à 16h00**.

Article 2 : La circulation Chaussée du Calvaire s'effectuera par alternance, au moyen de panneaux de type B15 / C18 ou de feux tricolores, le **vendredi 9 mai 2025, de 08h00 à 16h00**, ainsi que le **mercredi 14 mai 2025, de 8h00 à 12h00**.

Article 3 : L'entreprise ENEDIS est autorisée à stationner son véhicule au droit du n° 5 de la Chaussée du Calvaire, le **vendredi 9 mai 2025, de 8h00 à 16h00**, en veillant à laisser visible le feu tricolore.

Article 4 : L'entreprise ENEDIS est autorisée à stationner son véhicule au droit du n° 2 de la Chaussée du Calvaire, le **mercredi 14 mai 2025, de 8h00 à 12h00**.

Article 5 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le responsable de service de la Police Municipale.

Article 6 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 7 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

Article 8 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 9 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le responsable de service de la Police Municipale, l'entreprise ENEDIS, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

Pour la Maire,
L'Adjointe déléguée,
Marylène JAUNEAU

